

**23 septembre 1969**

**Congrès de l'Association canadienne de la radio et de la télévision de langue française**

C'est un plaisir assurément, mais un plaisir redoutable, que celui d'affronter un auditoire comme le vôtre. Je ne sais pas, mesdames et messieurs de la radio et de la télévision, si vous êtes bien conscients de votre puissance; en tout cas, moi, je le suis. Je ne saurais oublier, par exemple, que suivant l'image que vous en projetez dans le public, vous pouvez faire et défaire les hommes politiques. Mais il y a plus grave que cela. Les hommes politiques passent, les nations demeurent. C'est du moins ce qu'on disait jadis, avant que par la magie des ondes, l'espace ne soit littéralement rempli de retombées visuelles et sonores. Aujourd'hui, je pense qu'on peut dire sans exagérer que vous avez même le pouvoir de faire et de défaire les nations.

Car vous atteignez, à toute heure du jour et même de la nuit, un immense auditoire. Au travail comme au repos, au foyer comme à l'usine, sur la plage comme sur la route, chacun reçoit de vous sa provision quotidienne de rythmes et d'images, d'informations et de commentaires. Si bien que les façons de voir et les façons de dire que vous mettez en circulation se propagent avec une extrême rapidité.

Que vous le vouliez ou non, pour le mieux ou pour le pire, vous êtes donc des éducateurs; des éducateurs dont l'influence dépasse immensément les limites d'une classe ou d'un collège. Chez les jeunes et chez les moins jeunes, vous avez partout d'innombrables imitateurs. Au point que le milliard et plus que les Québécois dépensent chaque année pour l'éducation, vous pouvez contribuer à en faire le plus profitable des placements ou le plus inutile des sacrifices. Puis-je vous demander de mettre cette influence énorme au service de l'enrichissement culturel et du progrès économique de la communauté dont vous faites partie?

Ainsi Messieurs, en tant que radiodiffuseur de langue française, vous avez donc des responsabilités particulières et exigeantes à assumer. Vous avez entre les mains un instrument susceptible d'influencer pour le meilleur comme pour le pire l'ensemble de notre collectivité. Dans cette perspective, il va de soi que le gouvernement québécois, parce qu'il représente à nos yeux la volonté de cette collectivité, doit s'assurer une présence active dans le domaine des communications.

Sans vouloir relancer aujourd'hui un débat constitutionnel sur cette question, je tiens néanmoins à préciser devant vous que pour assumer efficacement ses responsabilités en matière de culture et d'éducation, le gouvernement québécois doit non seulement faire appel aux nouveaux modes de diffusion mais, par la nature des choses, il devra de plus en plus exercer sa juridiction sur certains modes de communication.

A cet égard, j'ai annoncé il y a quelques jours, comme vous le savez sans doute, la nomination d'un sous-ministre adjoint au ministère des Transports et Communications, qui sera en même temps conseiller du Cabinet en matière de communication. Cette nomination reflète la volonté qu'a le gouvernement de donner au Québec la place qui lui revient dans le monde des communications.

Vous le savez: nous ne sommes que 6 000 000 de Canadiens français sur un continent qui compte plus de 200 000 000 d'anglophones. Voilà une situation qui nous pose de sérieux défis, même si elle comporte aussi d'indéniables avantages. Nous n'avons pas, comme nos compatriotes d'autre langue, à nous interroger sur notre identité ou sur les composantes de notre canadianisme. Nos traits culturels nous différencient nettement de ceux qui nous entourent. Par ailleurs, après trois siècles et demi d'enracinement de ce côté-ci de l'Atlantique, il est clair que nous ne sommes plus simplement d'autres Français, mais que nous sommes devenus des Français autres, des Français de l'Amérique du Nord.

Cette double appartenance, culturelle et géographique, qui est à la base de notre personnalité collective, est pour nous une double richesse. Elle nous invite à réaliser une synthèse vraiment originale dans un monde qui risque, en se rapetissant sans cesse, de sombrer dans une monotone et ennuyeuse uniformité. Mais il reste qu'à cause de la disproportion numérique dont je parlais tantôt, notre situation n'est pas sans danger. Le poids de l'environnement joue contre notre culture; et des deux langues officielles du Canada, c'est évidemment la nôtre qui est la plus vulnérable et la plus menacée, même au Québec où elle est pourtant la langue de 81 % de la population.

Voilà pourquoi le français doit bénéficier d'une attention prioritaire dans ce Québec nouveau que nous voulons bâtir. La langue nationale des Canadiens français ne saurait être un dialecte appauvri, terne, inharmonieux, corrompu dans sa syntaxe et restreint dans son vocabulaire. Il faut qu'elle soit une langue de qualité internationale, qui nous permette de communiquer pas seulement entre nous, mais aussi avec les trente autres pays où le français a rang de langue officielle. Il faut de plus qu'elle soit une langue vivante, capable d'exprimer les multiples aspects de la réalité quotidienne, et non pas une langue purement livresque et dissociée de la vie réelle. Ce qui veut dire qu'au Québec du moins, le français devrait être normalement la langue de travail de la très grande majorité de la population.

Sans doute reste-t-il beaucoup de chemin à parcourir pour faire de notre français une langue que nous ne soyons pas tentés d'imposer par des moyens douteux, ruais qui s'impose d'elle-même par sa qualité, son rayonnement, sa richesse, sa saveur, son indispensabilité; je suis toutefois convaincu que nous y parviendrons très vite si nous savons éviter les voies sans issue de la contestation stérile et de l'extrémisme sous toutes ses formes.

La voie que propose le gouvernement, c'est celle de l'action méthodique et réfléchie. Voilà pourquoi nous avons chargé la Commission Gendron de faire une étude approfondie des divers aspects de la question.

J'espère que toute la population québécoise, anglophone comme francophone, voudra participer à cette prise de conscience collective qui est un prélude nécessaire à l'élaboration d'une grande politique linguistique. Cette enquête sera tout aussi importante dans son ordre que l'ont été les enquêtes de la Commission Tremblay en matière constitutionnelle et de la Commission Parent dans le secteur de l'éducation. En attendant, ne nous laissons pas abattre par les propos alarmistes des frustrés et des broyeurs de noir. Ceux qui reviennent au pays après quelques années d'absence constatent, souvent mieux que nous, les rapides progrès de notre langue. Je sais que vous n'êtes pas indifférents à ces progrès et que vous

voudrez faire encore davantage, si possible, pour seconder sur ce point les efforts des éducateurs et de toute la communauté canadienne-française.

Il est un autre domaine où votre collaboration peut nous être extrêmement précieuse: c'est celui de l'éducation économique.

Je ne doute aucunement de l'intérêt que vous portez à la vie commerciale et industrielle des régions que vous desservez. Vous faites partie de vos Chambres de Commerce et autres organismes de promotion économique. Vous êtes attentifs à tout ce qui peut stimuler la croissance de votre milieu, sachant que votre propre prospérité en dépend. Plus grandiront votre ville et votre région, plus vous grandirez avec elles.

Encore là, vous pouvez vous servir de l'influence énorme dont vous disposez pour agir favorablement sur les ressorts psychologiques, sur les attitudes de ceux qui vous écoutent. Il ne s'agit pas nécessairement de multiplier les programmes consacrés aux affaires économiques. Bien sûr, si vous pouvez aller jusque-là, tant mieux! Mais ce que je vous demande surtout de propager autour de vous, c'est quelque chose de plus simple et peut-être de plus important que des connaissances formelles: c'est un état d'esprit, un état d'esprit positif vis-à-vis des réalités économiques.

Nous voulons tous, c'est entendu, augmenter notre bien-être et notre niveau de vie. Mais qui veut la fin devrait vouloir les moyens. Et je ne pense pas que ce soit un bon moyen de stimuler l'initiative et l'élan créateur de notre peuple que de toujours nous plaindre de notre sort, de nous répandre en récriminations, de refaire sans cesse l'inventaire de nos faiblesses et de nos lacunes. Comme s'il n'y avait que cela à considérer !

Est-ce que nous n'avons pas aussi, au Québec comme dans le reste du pays, de formidables atouts économiques? Est-ce qu'il n'y a pas chez nous des forces qui travaillent, qui produisent, qui édifient, qui inventent, qui créent de nouvelles richesses? N'avons-nous pas de grandes réussites collectives à notre crédit, comme le mouvement Desjardins, Terre des Hommes, le barrage Daniel Johnson? Est-ce que ça ne nous rend pas très fiers de notre savoir-faire et de notre avancement technologique que de voir, par exemple, s'édifier sous nos yeux le nouveau pont Frontenac et son splendide réseau d'approches?

Bien sûr, il y a chez nous du chômage, mais quel est le remède au chômage, sinon la croissance économique? Or, il ne peut pas y avoir de croissance sans investissements; et c'est par un climat de stabilité et de sécurité que l'on encourage les investissements, non par de la vaine agitation et des exagérations verbales.

Il y a aussi de la pauvreté chez nous? Oui, beaucoup trop. Mais où est le remède, sinon dans une productivité accrue? Pour distribuer plus de richesses, il faut commencer par produire davantage. Et cela se fait par le travail, non par des provocations inutiles.

Le gouvernement a mis en œuvre plusieurs moyens nouveaux pour amener les investisseurs étrangers à établir au Québec des entreprises génératrices d'emplois et de bien-être. Ces moyens donnent d'excellents résultats, même s'ils ne sont pas infallibles; et il ne faudrait pas, à cause d'une industrie qui nous échappe, oublier les dix autres qui s'installent sur notre territoire.

Mais je vous invite aujourd'hui à participer à une campagne de promotion qui est encore plus importante que celle-là. Elle consiste à vendre le Québec aux Québécois eux-mêmes, aux Québécois d'abord. Pourquoi serions-nous les derniers à voir et à saisir les occasions qui s'offrent tout autour de nous? Pourquoi envier la place des autres quand il reste chez nous tant de vides à remplir, tant de besoins à satisfaire, tant de richesses à mettre en valeur? Voilà, mesdames et messieurs, quelques vérités élémentaires qui doivent servir de point de départ à une action vraiment positive, dans le domaine culturel comme dans le domaine économique.

Un peuple jeune comme le nôtre doit avoir suffisamment de santé psychologique pour ne pas verser dans le pessimisme et le défaitisme. Je ne demande à personne de taire nos problèmes quand ils sont réels et il va sans dire que nous en avons notre part comme toutes les autres collectivités; mais je dis que les problèmes sont faits pour être réglés, non pour être contemplés et cultivés.

Nous les réglerons d'autant mieux que nous saurons à l'occasion braquer les projecteurs sur les aspects positifs de la réalité québécoise et canadienne-française, c'est-à-dire sur les éléments susceptibles de tonifier notre fierté et d'affermir notre foi en notre propre destin.